

Dans ce numéro

Quelque 520 djihadistes étrangers se trouveraient aux mains des forces kurdes, dans le nord-est syrien...

(Page 2)

Au Nigeria, une sage-femme de la Croix-Rouge assassinée par des membres présumés de Boko Haram...

(Page 3)

Un missionnaire italien enlevé par un groupe d'hommes armés dans le sud-ouest du Niger...

(Page 4)

La Suisse dénonce une activité grandissante des services de renseignement russes sur son sol...

(Page 5)

Le président Andrzej Duda appelle au déploiement de plus de militaires américains en Pologne...

(Page 6)

Désormais la riposte des États-Unis aux cyberattaques sera plus offensive...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Au Nigeria, le groupe État islamique en Afrique de l'Ouest aurait renforcé ses capacités de nuisance...

Au Nigeria, l'exécution de la sage-femme Saifura Khorsa du CICR détenue depuis plus de six mois par Boko Haram et les rumeurs sur la mort supposée d'un haut responsable du groupe djihadiste font craindre une recrudescence des violences dans le nord-est. Selon des informations publiées la semaine dernière, des combattants de la faction de Boko Haram de l'État islamique en Afrique de l'Ouest ont tué leur numéro 2 Mamman Nour. À noter que cette faction a multiplié ces dernières semaines les attaques contre l'armée nigériane, ce qui selon les analystes est le signe que le groupe a renforcé ses capacités de nuisance et son organisation.

(La voix de l'Amérique, le 19-09-2018)

Manœuvres navales en mer de Chine méridionale pour les forces maritimes japonaises...

Les Forces maritimes japonaises d'autodéfense indiquent que, chose inhabituelle, l'un de leurs sous-marins a participé à un exercice en mer de Chine méridionale. Ces dernières ont déclaré lundi qu'un exercice de guerre anti-sous-marin qui a eu lieu jeudi impliquait leur sous-marin *Kuroshio* et trois autres navires, dont le destroyer *Kaga*. Elles précisent que le *Kuroshio* a rejoint le *Kaga* en haute mer. Le destroyer navigue actuellement entre la mer de Chine méridionale et l'océan Indien pour une mission de deux mois. L'exercice consistait à suivre la trace du *Kuroshio* sans être repéré. Des photos publiées par les Forces maritimes japonaises d'autodéfense montrent un hélicoptère décollant du destroyer, qui largue des équipements de recherche de sous-marin en mer. Les activités anti-sous-marin sont considérées comme les plus importantes pour les Forces maritimes japonaises d'autodéfense. Ces dernières ont effectué des exercices similaires principalement dans les eaux entourant le Japon.

(Radio Japon international, le 17-09-2018)

De nouvelles livraisons d'armes à l'Arabie saoudite autorisées par le gouvernement allemand...

En Allemagne, le gouvernement autorise de nouvelles livraisons d'armes à l'Arabie saoudite. D'après une lettre du gouvernement destinée à la commission parlementaire chargée de l'Économie et qui s'est retrouvée dans la presse, l'Allemagne devrait livrer quatre dispositifs de localisation d'artillerie à l'Arabie saoudite. Du matériel militaire devrait aussi être livré à d'autres pays de la région du Golfe et du Proche-Orient. Si cela fait débat c'est parce que dans l'accord de coalition gouvernementale les sociaux démocrates allemands s'étaient opposés à des livraisons d'armes à l'Arabie saoudite impliquée dans la guerre au Yémen. Mais il faut préciser que Riyad est un allié des Occidentaux dans la lutte contre l'organisation État islamique en Syrie.

(Deutsche Welle, le 20-09-2018)

Au moins vingt-quatre morts après une attaque terroriste lors d'une parade militaire, dans le sud-ouest de l'Iran...

En Iran, une attaque perpétrée lors d'une parade militaire a fait au moins vingt-quatre morts dans la ville d'Ahvaz, capitale de la province du Khuzestan, dans le sud-ouest du pays. Selon les médias iraniens, un groupe d'hommes armés a ouvert le feu, ciblant les spectateurs et une scène où étaient installés les sièges des invités d'honneur. Pour l'heure, le bilan dressé par les autorités locales serait de vingt-quatre morts, dont des citoyens et des membres des Gardiens de la révolution, et plus de cinquante blessés. Les autorités en charge de la sécurité publique ont précisé qu'il s'agissait d'un commando de quatre hommes armés. Trois d'entre eux ont été abattus et le quatrième est en prison. Une enquête est en cours sur l'éventuel caractère terroriste de cette attaque. Le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a écrit sur *Twitter* : « Des terroristes recrutés, entraînés et payés par un régime étranger ont ciblé Ahvaz ».

(Radio Japon international, le 22-09-2018)

Quelque 520 djihadistes étrangers se trouveraient aux mains des forces kurdes, dans le nord-est syrien...

Les autorités semi-autonomes kurdes en Syrie, qui détiennent des centaines de djihadistes étrangers et leurs familles, ont livré jeudi une Soudanaise accusée d'appartenance au groupe État islamique et son bébé à un diplomate de son pays. Quelque 520 djihadistes présumés, près de 550 femmes et environ 1 200 enfants, tous étrangers, sont aux mains des forces kurdes dans le nord-est syrien, selon Abdel Karim Omar, haut responsable en charge des Affaires étrangères au sein de l'administration semi-autonome. Ces étrangers, originaires de 44 pays selon lui, constituent un casse-tête pour les autorités kurdes. De nombreux pays occidentaux font preuve de réticence sur ce dossier, leurs opinions publiques étant souvent hostiles à tout rapatriement. « Une Soudanaise a été arrêtée le 10 janvier 2018 pour appartenance à l'organisation terroriste État islamique » a souligné M. Omar en conférence de presse, sans plus de détails sur son rôle au sein du groupe ni les circonstances de son interpellation. « Des responsables des autorités semi-autonomes ont décidé de la remettre à l'ambassade de son pays » a-t-il ajouté. Jeudi, dans la ville de Qamichli, nord-est, la Soudanaise et son bébé d'un mois ont été remis à un diplomate de l'ambassade du Soudan à Damas, a constaté un correspondant de l'*AFP*. À quelques exceptions près, Russie et Indonésie, rares sont les pays qui ont demandé à récupérer leurs ressortissants djihadistes présumés détenus par les Kurdes syriens, partenaires de Washington dans la lutte anti État islamique. « C'est un lourd fardeau que nous ne pouvons porter tous seuls » a déploré M. Omar. Deux Américains accusés d'avoir collaboré avec l'État islamique en Syrie ont été rapatriés aux États-Unis pour y être jugés, a annoncé Washington en juillet. Le 13 septembre, les forces kurdes ont annoncé avoir arrêté un Italien soupçonné d'appartenance à l'État islamique. Par le passé, des Français, mais aussi des Britanniques ont également été arrêtés. « Nous ne jugerons aucun combattant de l'État islamique » a martelé M. Omar, affirmant faire pression sur les gouvernements étrangers pour qu'ils accomplissent leurs devoirs en reprenant leurs citoyens. L'État islamique avait connu une montée en puissance fulgurante en 2014 et proclamé un califat sur les vastes territoires conquis en Syrie et en Irak. Mais Washington a mis sur pied une coalition internationale anti-djihadistes et l'organisation a été laminée sous le coup de multiples offensives menées dans les deux pays par des forces distinctes.

(Africa N°1, le 21-09-2018)

Une vidéo montrant un gendarme camerounais décapité par des séparatistes, authentifiée par Amnesty International...

Amnesty International a authentifié deux vidéos montrant des séparatistes anglophones ayant décapité un gendarme camerounais. Dans un communiqué mardi l'ONG de défense des droits de l'Homme a dénoncé l'escalade de la violence en zone anglophone. Dans une première vidéo, une personne s'identifie comme membre du groupe des séparatistes Ambazonia Liberation Forces avant que le même vidéo ne montre la tête décapitée du gendarme, indique Amnesty International. Dans la deuxième vidéo qui serait la suite de la première, on peut entendre une voix affirmant que les séparatistes ont pris le fusil du gendarme.

(La voix de l'Amérique, le 18-09-2018)

Deux vidéos montrant des séparatistes anglophones ayant décapité un gendarme camerounais ont été

authentifiées par l'ONG Amnesty international, qui a dénoncé mardi dans un communiqué l'escalade de la violence en zone anglophone du Cameroun. Selon les experts médico-légaux d'Amnesty, le gendarme avait des contusions à la tête, posée sur un tissu blanc imbibé de sang avec ce qui pourrait être ses organes génitaux à proximité, détaille l'ONG de défense des droits de l'Homme qui dit avoir authentifié deux vidéos reçues à la fin de la semaine dernière. Dans une première vidéo, une personne s'identifie comme membre du groupe des séparatistes armés Ambazonia Liberation Forces avant que la même vidéo ne montre la tête décapitée du gendarme, indique Amnesty. Dans la deuxième vidéo, qui serait la suite de la première, on peut entendre une voix affirmant que les séparatistes avaient pris le fusil du gendarme. L'ONG dit ne pas être encore en mesure de confirmer l'endroit exact où les vidéos ont été tournées, mais estime qu'il s'agirait de la région de Belo, nord-ouest, gravement touchée par la crise qui secoue les deux régions anglophones depuis 2016. « En deux ans, plus de 160 membres des forces de sécurité ont été exécutés par des séparatistes armés » a dénombré Amnesty, qui ajoute que ce nombre est largement sous-évalué. Le nombre de séparatistes tués reste inconnu. Depuis début 2018, environ 400 civils ont été tués par les forces de sécurité ou par les séparatistes armés selon l'ONG qui a dénombré plus de 260 incidents sécuritaires, affrontements, enlèvements, homicides, destructions de maisons. La rentrée scolaire a été marquée par une augmentation des exactions comme l'enlèvement à Bafut, nord-ouest, le 3 septembre par des hommes armés de sept élèves et d'un chef d'établissement. Les otages ont été relâchés, mais le directeur a été torturé et grièvement blessé en captivité. Amnesty, qui dénonce une escalade des violences, appelle les autorités camerounaises à enquêter de façon urgente et indépendante sur les crimes commis par les forces de l'ordre ou par les séparatistes en zone anglophone. L'ONG craint une recrudescence des violences lors des présidentielles prévues le 7 octobre au Cameroun.

(Africa N°1, le 18-09-2018)

Au Nigeria, une sage-femme de la Croix-Rouge assassinée par des membres présumés de Boko Haram...

Au Nigeria, une sage-femme enlevée il y a six mois au cours d'une attaque du groupe Boko Haram a été tuée par les djihadistes, a annoncé hier le Comité international de la Croix-Rouge. Saifura Hussaini Ahmed Khorsa, sage-femme, travaillait pour la Croix-Rouge. Elle avait été enlevée le 1er mars par des djihadistes de Boko Haram dans la ville de Rann, dans l'extrême nord-est du pays. Le CICR qui condamne le meurtre tragique de l'agent humanitaire, demande à Boko Haram de libérer une autre sage-femme et une infirmière toujours entre les mains du groupe. « Nous sommes dévastés par l'assassinat de notre collègue Saifura. Il n'y a aucune idéologie ou loi religieuse qui pourrait justifier un tel acte » a déclaré Eloi Fillion, directeur de la délégation du CICR à Abuja. Edward Kallon, coordinateur humanitaire pour les Nations unies, dénonce cet acte lâche, haineux et détestable, rendant hommage à la jeune femme passionnée qui avait dédié sa vie aux autres.

(La voix de l'Amérique, le 18-09-2018)

Une sage-femme enlevée au cours d'une attaque du groupe Boko Haram à proximité d'un camp de déplacés dans le nord-est du Nigeria il y a six mois a été tuée par les djihadistes, a annoncé lundi le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Dans un communiqué de presse, l'agence humanitaire a condamné le meurtre tragique de Saifura Hussaini Ahmed Khorsa, enlevé le 1er mars par des djihadistes de Boko Haram dans la ville de Rann, dans l'extrême nord-est du pays. Le CICR a demandé à Boko Haram de libérer une autre sage-femme et une infirmière toujours entre les mains du groupe. « Nous sommes dévastés par l'assassinat de notre collègue Saifura » a déclaré Eloi Fillion, directeur de la délégation du CICR à Abuja. « Il n'y a aucune idéologie ou loi religieuse qui pourrait justifier un tel acte » a déclaré M. Fillion. Edward Kallon, coordinateur humanitaire pour les Nations unies, a dénoncé cet acte lâche, haineux et détestable, rendant hommage à une sage-femme jeune, passionnée qui avait dédiée sa vie aux autres. « Cet incident souligne les défis auxquels le Nigeria continue à faire face » a-t-il ajouté. Le travail humanitaire avait été suspendu à Rann en mars dernier, après l'attaque par Boko Haram d'un poste militaire à proximité d'un camp de déplacés, à l'arme lourde, qui avait tué trois travailleurs humanitaires et huit soldats nigériens. Rann est une ville isolée à la frontière avec le Cameroun où quelque 60 000 personnes qui ont fui les djihadistes de Boko Haram vivent toujours dans un camp de déplacés et dépendent de l'aide alimentaire et médicale pour survivre. Le groupe islamiste nigérian, qui a étendu sa menace aux voisins du Tchad, du Niger et du Cameroun depuis 2015, a intensifié ses attaques au cours des derniers mois. Les djihadistes pratiquent les enlèvements contre rançon pour financer leurs opérations ou échanger leurs captifs contre des

prisonniers du groupe avec le gouvernement nigérian. Le CICR avait d'ailleurs participé aux négociations qui ont mené à la libération de dizaines de lycéennes de Chibok, kidnappées en 2014. Les Nations unies estiment que les violences entre Boko Haram et l'armée nigériane ont fait plus de 27 000 morts depuis 2009 et plus d'1,8 million de personnes ne peuvent toujours pas regagner leur foyer.

(Africa N°1, le 18-09-2018)

Au moins neuf morts après l'attaque de deux villages du nord-est du Nigeria, par des membres présumés de Boko Haram...

Neuf personnes ont été tuées et neuf autres blessées dans l'attaque par des membres présumés du groupe islamiste Boko Haram de deux villages du nord-est du Nigeria, a déclaré jeudi une milice anti-djihadiste. Des militants venus en camionnette ont attaqué les localités de Kalari Abdiye et Amarwa, à une vingtaine de kilomètres de la capitale de l'État de Borno, Maïduguri, mercredi soir. « Les hommes armés, qui étaient manifestement des combattants de Boko Haram, ont tué neuf personnes et en ont blessé neuf autres » a déclaré à l'AFP Ibrahim Liman, responsable d'une milice civile locale engagée aux côtés de l'armée contre Boko Haram. « Ils ont attaqué les villages vers 20h30 (19h30 GMT) quand il pleuvait et que les gens étaient à l'intérieur ». « Les villageois effrayés se sont précipités dehors où ils ont été abattus aveuglément » a déclaré un autre responsable milicien, Babakura Kolo. « Les deux villages ont été complètement brûlés par les assaillants » a-t-il ajouté, donnant un bilan similaire. Les deux villages se trouvent dans le district de Konduga, dans l'État de Borno, qui a été attaqué à plusieurs reprises au cours des neuf années d'insurrection de Boko Haram qui ont fait plus de 27 000 morts dans le nord-est du Nigeria, selon des chiffres de l'ONU.

(Africa N°1, le 20-09-2018)

Un missionnaire italien enlevé par un groupe d'hommes armés dans le sud-ouest du Niger...

Un missionnaire italien, Pier Luigi Maccalli, a été enlevé à son domicile de Bamoanga, dans le sud-ouest du Niger, lundi soir par des hommes en moto, a déclaré à l'AFP Thomas Codjovi, chargé de la communication de la mission catholique dans ce pays. « L'enlèvement a eu lieu vers 21 heures (20H00 GMT). Selon les témoignages des habitants, les assaillants étaient environ huit et sont venus en moto. Ils ont enlevé le prêtre à son domicile situé en face de son église » a déclaré M. Codjovi, citant des sources locales du village de Bamoanga. Ce village dépend de la paroisse et la préfecture de Makalondi à 125 km de Niamey, région de Tillabéri. « Ils ont d'abord cassé la porte de sa maison avant de l'extraire et de partir avec lui sur une de leurs motos et ont piqué droit vers la frontière du Burkina Faso. Dix minutes après, ils sont revenus pour tirer en l'air, manifestement pour intimider les populations » a précisé M. Codjovi. « Il y avait également des sœurs, mais c'est lui seul qu'ils ont enlevé » a-t-il ajouté. Le prêtre italien vit depuis onze ans au Niger. La Société des missions africaines (SMA), dont dépend le prêtre, a confirmé l'enlèvement sur sa page *Facebook* soulignant être en contact constant avec la cellule de crise de la Farnesina (ministère italien des Affaires étrangères). Il n'y a pas de revendication de la part des auteurs de l'enlèvement pour l'instant. Le Niger, pays très pauvre, est en proie à des attaques djihadistes récurrentes, notamment dans le sud-ouest proche du Mali.

(Africa N°1, le 18-09-2018)

Les deux roues interdits de circuler la nuit dans l'est du Burkina Faso...

Le Burkina Faso, en proie à des attaques djihadistes récurrentes dans l'est de son territoire, a interdit la circulation nocturne des engins à deux et trois roues dans cette zone, a annoncé le gouverneur de la région, le colonel Ousmane Traoré. « La circulation routière entre les villes et villages de la région de l'est est formellement interdite aux usagers se déplaçant en engin à deux roues ou en tricycles (triporteurs) de 19 heures à 5 heures du matin, jusqu'à nouvel ordre » a indiqué dans un communiqué, le colonel Traoré. « Les véhicules automobiles, de transport de personnes ou de marchandises qui sont autorisés à circuler sur l'ensemble du réseau routier de la région à toutes les heures de la journée ou de la nuit, seront soumis à des contrôles stricts et rigoureux » souligne le texte. « Tout individu qui enfreindrait ces prescriptions portera l'entière responsabilité des conséquences qu'il pourrait subir » a prévenu le gouverneur qui a également maintenu en vigueur la mesure de fermeture temporaire des sites d'orpaillage artisanaux, activité où sont généralement utilisés des explosifs artisanaux. Le Burkina Faso, pays sahélien pauvre frontalier du Mali instable et du Niger, est confronté depuis trois ans à des attaques djihadistes de plus en plus fréquentes et meurtrières. De nombreuses attaques et explosions d'engins artisanaux visant les forces de l'ordre se sont produites ces derniers mois dans l'est.

Dimanche dernier, neuf civils ont été tués dans une attaque visant deux localités de la région de l'est. Les assaillants étaient venus à bord de motocyclettes.
(Africa N°1, le 20-09-2018)

Près de 850 Kirghizes se seraient rendus en Syrie, depuis le début de la guerre...

Les services de sécurité du Kirghizstan ont placé en détention un ressortissant kirghize qui tentait de partir en Syrie pour y rejoindre des terroristes, a rapporté lundi le Comité d'État pour la sécurité nationale. Le détenu, âgé de 21 ans, se trouvait sur le territoire de l'un des pays voisins depuis plusieurs années et souhaitait, sur ordre des dirigeants d'organisations terroristes internationales, participer à des opérations militaires contre les forces gouvernementales syriennes, selon cette déclaration. Selon les données officielles, douze citoyens ont été arrêtés au Kirghizstan cette année pour avoir tenté de participer à la guerre en Syrie aux côtés des terroristes ou de recruter des compatriotes pour le compte d'organisations religieuses extrémistes. Selon les données d'agences de renseignement, près de 850 citoyens kirghizes se sont rendus en Syrie depuis le début de la guerre dans ce pays, et 150 d'entre eux environ ont été tués.

(Radio Chine internationale, le 18-09-2018)

Le paysage terroriste s'est complexifié, selon des responsables américains de la lutte antiterroriste...

Aux États-Unis, les responsables de la lutte antiterroriste estiment que le paysage terroriste est devenu plus complexe malgré les progrès enregistrés dans cette lutte dont la reprise de territoires aux mains d'organisations telles que le groupe État islamique et Al-Qaïda. Le groupe État islamique et Al-Qaïda et leurs affiliés ont fait preuve de résilience, de détermination et de capacités d'adaptation face à la pression antiterroriste accrue en Irak, en Syrie, en Afghanistan, en Libye, en Somalie au Yémen et ailleurs, a souligné le coordonnateur de la lutte antiterroriste au département d'État américain, Nathan Sales.

(La voix de l'Amérique, le 20-09-2018)

Le département d'État américain rapporte un déclin de plus de 20% du nombre d'attaques terroristes dans le monde l'année dernière. Le département a rendu public son rapport annuel sur le terrorisme dans le monde mercredi. Selon le document, 8584 attaques terroristes ont eu lieu dans le monde en 2017. Ce chiffre est en baisse de 23% par rapport à l'année précédente. Le nombre de morts causées par les attaques terroristes, lui, a diminué de 27%, pour s'établir à 18 753. Ce phénomène s'explique principalement par une forte chute du nombre d'attaques terroristes en Irak. Le rapport mentionne également des progrès majeurs dans les efforts de la coalition mondiale contre le groupe État islamique et d'autres organisations. Nathan Sales, le coordinateur du département américain en charge des mesures antiterroristes, a déclaré que malgré de nombreux succès dans la lutte contre le terrorisme, ce dernier était devenu plus complexe en 2017. Davantage de terroristes étrangers ayant combattu en Irak ou en Syrie rentrent dans leur pays, ou vont trouver refuge dans des pays tiers.

(Radio Japon international, le 20-09-2018)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

En Allemagne, le chef des services de renseignement intérieur limogé...

Son cas faisait trembler la coalition gouvernementale. En Allemagne, le patron des services de renseignement intérieur a été limogé hier soir. Il avait soulevé un tollé avec ses propos modérant les actions de l'extrême droite lors de manifestations dans l'est du pays, soupçonné de flirter avec ses partisans. C'est donc fait, Hans-Georg Maassen a quitté son poste. Le patron des services de renseignement intérieur avait créé la polémique en donnant son avis sur les manifestations organisées ces dernières semaines par l'extrême droite dans la ville de Chemnitz. Il avait douté de la véracité d'une vidéo dans laquelle deux étrangers sont pourchassés par des manifestants. Selon lui, il n'y aurait pas eu de chasse à l'homme à Chemnitz. L'homme censé être le mieux informé du pays n'avait apporté aucune preuve à ses propos. Il était depuis soupçonné de liens avec la droite populiste.

(Radio Vatican, le 19-09-2018)

La Suisse dénonce une activité grandissante des services de renseignement russes sur son sol...

Moscou a vivement protesté contre les médias suisses qui ont fait état d'une activité croissante des

services secrets russes dans le pays indiquant qu'il n'acceptait pas de telles accusations dénuées de tout fondement qui étaient loin de servir les relations russo-suisse. La Russie a déclaré que les affirmations de certains médias suisses, notamment les déclarations de personnalités officielles sur une activité croissante des services secrets russes dans le pays étaient dénuées de tout fondement. La diplomatie russe réagit à l'expulsion d'espions russes des Pays-Bas. « Nous n'acceptons pas de telles accusations dénuées de tout fondement. L'attisement de hystérie d'espionnage sans aucune preuve est loin de servir les relations russo-suisse qui ont toujours été bâties sur la base de la confiance et du respect mutuel. Nous espérons que Berne retournera à une approche responsable de l'édification de la collaboration bilatérale » a souligné le ministère russe. « La Suisse ne tolère pas l'escalade de telles activités en Suisse » a déclaré le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis évoquant l'espionnage russe sur le territoire helvétique. Le 15 septembre, les journaux suisses du groupe Tamedia ont annoncé que deux espions russes présumés avaient été arrêtés aux Pays-Bas sur des soupçons de piratage du Laboratoire de Spiez puis renvoyés en Russie au printemps. Ils sont aussi soupçonnés d'une tentative de cyberattaque contre l'Agence mondiale antidopage (AMA) à Lausanne. (Press TV, le 19-09-2018)

Le ministère russe des Affaires étrangères a convoqué mercredi les ambassadeurs néerlandais, Renée Jones-Bos, et suisse, Yves Rossier, pour leur signifier la vive protestation de Moscou concernant les accusations d'espionnage proférées contre la Russie. Le ministère russe des Affaires étrangères a réagi contre les accusations diffusées par le journal néerlandais *NRC Next*, qui affirmait avoir mené une enquête sur deux espions russes présumés, arrêtés au printemps à La Haye par le service de renseignement militaire des Pays-Bas. Selon le journal, ces deux individus auraient été soupçonnés d'avoir voulu entrer dans le réseau informatique du laboratoire de Spiez, l'Institut suisse pour la protection contre les menaces et les risques atomiques, biologiques et chimiques. Le ministère russe des Affaires étrangères a demandé aussi des explications à l'ambassadeur suisse au sujet des accusations infondées portant sur le renforcement des activités des services secrets russes en Suisse. Récemment, le journal suisse *Tages-Anzeiger* a rapporté que des dizaines d'agents russes développaient leurs actions illégales contre des infrastructures importantes de la Suisse. Le ministère russe des Affaires étrangères a rejeté catégoriquement toutes ces accusations en les qualifiant de sans fondement. Les responsables du ministère ont demandé aux Pays-Bas de ne pas dégrader davantage les relations bilatérales « déjà torpillées » entre Amsterdam et Moscou. Quant à la Suisse, le ministère russe des Affaires étrangères a proposé à l'ambassadeur suisse que les préoccupations de part et d'autre soient communiquées par des canaux diplomatiques au lieu de les médiatiser. (Press TV, le 20-09-2018)

... MILITAIRE ...

Escale vietnamienne pour un sous-marin des forces japonaises maritimes d'autodéfense...

Un sous-marin des Forces japonaises maritimes d'autodéfense a voyagé pour la première fois vers le sud du Vietnam, dans une vraisemblable démonstration de résistance vis-à-vis de la Chine. Le sous-marin *Kuroshio* s'est amarré lundi dans un port stratégiquement important de la Baie de Cam Ranh. Cette infrastructure portuaire de premier plan est située à proximité d'îles de la mer de Chine méridionale qui font l'objet d'un contentieux territorial avec Pékin. Deux destroyers des FAD y avaient fait escale en 2017 pour participer à des manœuvres conjointes orchestrées par les États-Unis. La Chine a construit une île artificielle sur le récif de Johnson South, dans l'archipel des Spratleys. Elle aurait par ailleurs commencé à rendre opérationnelles des installations qui pourraient être dotées d'un radar et d'une artillerie antiaérienne. Le ministère nippon de la Défense a renforcé la surveillance dans le voisinage des eaux japonaises, en augmentant le nombre de sous-marins qui opèrent dans la région. Il s'agit d'une réponse aux activités accrues de la marine chinoise. L'escale du *Kuroshio* dans la Baie de Cam Ranh vise donc à maintenir la Chine en étroite surveillance, en démontrant que des liens renforcés unissent le Japon à la marine vietnamienne et que les sous-marins nippons sont performants. (Radio Japon international, le 17-09-2018)

Le président Andrzej Duda appelle au déploiement de plus de militaires américains en Pologne...

La Pologne est prête à déboursier au moins deux milliards de dollars pour l'implantation d'une base militaire américaine sur son sol. Le président Donald Trump dit étudier très sérieusement cette proposition du président polonais. Andrzej Duda a par ailleurs appelé à déployer plus de soldats

américains en Pologne pour protéger son pays contre ce qu'il appelle le comportement agressif russe.
(*Deutsche Welle, le 19-09-2018*)

Cap sur l'est de la Méditerranée pour la frégate de la marine allemande *Oldenburg*...

La marine allemande envoie une frégate en Méditerranée. La frégate *Oldenburg* navire de la marine allemande est entrée lundi en Méditerranée et s'est dirigée vers sa partie orientale où des bâtiments d'autres membres de l'OTAN sont déjà déployés, selon des sites de suivi des activités navales.
(*Press TV, le 19-09-2018*)

Des missiles balistiques russes à courte portée *Iskander-M* déployés au Kirghizistan...

Les systèmes de missiles balistiques mobiles russes à courte portée *Iskander-M* ont été pour la première fois redéployés ce mercredi 19 septembre au Kirghizistan pour prendre part aux exercices militaires antiterroristes des pays de la Communauté des États indépendants (CEI). Selon l'agence de presse russe *ITAR-TASS*, c'est la première fois que les systèmes russes *Iskander-M* sont déployés au Kirghizistan. Les forces de l'unité balistique de l'Oural, une région en Russie d'où viennent ces missiles, simuleront une frappe contre une base terroriste fictive, au cours des exercices militaires antiterroristes des pays de la Communauté des États indépendants (CEI), baptisés *Issyk-Kul Antiterror-2018*, qui doivent avoir lieu du 24 au 26 septembre sur le site d'entraînement Edelweiss au Kirghizistan. Environ un millier de militaires russes participeront à ces exercices. Capables d'atteindre une altitude de 50 km en vol, les missiles furtifs balistiques *Iskander-M* sont conçus pour détruire des cibles petites et moyennes à une distance de 500 km.
(*Press TV, le 20-09-2018*)

La Chine et le Japon reprennent un programme d'échanges militaires après six ans d'interruption...

Un programme d'échange entre les Forces japonaises d'autodéfense et l'armée chinoise a repris après six années d'interruption. Les treize officiels des FAD en visite en Chine pour une semaine, jusqu'à jeudi prochain, ont été officiellement accueillis vendredi soir à Pékin. Le programme en question prévoit des visites de bases militaires par des officiels des deux pays, ainsi que des échanges d'opinions visant à approfondir la confiance et la compréhension mutuelles. La délégation japonaise s'est rendue dans une base de l'armée chinoise pour y observer les manœuvres. Durant leur séjour, les représentants des FAD doivent également visiter des installations de la marine et de l'armée de l'air. Ce programme d'échange est rétabli grâce à l'embellie récente des relations entre la Chine et le Japon. Il a connu six années d'interruption, suite à l'achat par le gouvernement nippon d'une partie des îles Senkaku à leur propriétaire japonais, en 2012. Ces îles de la mer de Chine orientale sont administrées par Tokyo, mais revendiquées par Pékin et Taipei.
(*Radio Japon international, le 22-09-2018*)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Les pays subsahariens considérés comme un marché potentiel, pour l'exportateur d'armes russes Rosoboronexport...

Rosoboronexport, le fournisseur d'armes public russe, estime que les pays subsahariens représentent un marché potentiel pour ses produits, a déclaré le PDG de la société, Alexander Mikheyev, dont les propos ont été rapportés mercredi par l'agence de presse *TASS*. Le marché des armes et du matériel militaire dans la région a progressé en raison d'un certain nombre de facteurs objectifs, notamment la prolifération du terrorisme international, le radicalisme islamique, et la menace persistante que constitue la piraterie maritime, a déclaré M. Mikheyev, cité par l'agence *TASS*. « Par ailleurs, différents contingents de pays de la région prennent une part active aux opérations de maintien de la paix, sous les auspices des Nations unies et de l'Union africaine » a dit M. Mikheyev. « Par conséquent, Rosoboronexport espère que le marché régional des armes et du matériel militaire va se développer régulièrement au cours des prochaines années » a-t-il poursuivi. « Au cours de ces deux dernières années, Rosoboronexport a signé plus d'une vingtaine de contrats de fourniture d'armements avec des pays subsahariens » a-t-il déclaré. Le site Web de Rosoboronexport mentionne l'Éthiopie, le Mali, l'Ouganda, l'Angola et l'Afrique du Sud sur la liste de ses clients en Afrique subsaharienne. Rosoboronexport participe à *Africa Aerospace and Defense 2018*, la plus grande exposition internationale d'armes et d'équipements militaires du continent africain, qui a ouvert ses portes mercredi à Pretoria, en Afrique du Sud. La Russie, deuxième exportateur mondial d'armements,

représente 25% du marché mondial et a 116 clients à travers le monde, selon le site Web de Rosoboronexport.

(Radio Chine internationale, le 20-09-2018)

... CYBERGUERRE ...

Désormais la riposte des États-Unis aux cyberattaques sera plus offensive...

Les États-Unis sont prêts à répondre de manière offensive dans le cadre de leur nouvelle cyberstratégie pour montrer aux adversaires qu'il y a un prix à payer pour les actes de piratage informatique, les intrusions sur le réseau et autres types de cyberattaques. Le président Donald Trump a signé cette stratégie hier en préconisant une riposte plus agressive face à la menace posée en ligne par d'autres pays, des groupes terroristes et des organisations criminelles. John Bolton, le conseiller en matière de sécurité nationale a dit à la presse : « Nos mains ne sont plus autant liées qu'elles ne l'étaient sous l'administration Obama ».

(La voix de l'Amérique, le 21-09-2018)

Enquête japonaise sur les plateformes d'échange de cryptomonnaies, après la disparition de 60 millions de dollars en monnaie virtuelle...

Les autorités japonaises ont commencé une enquête sur toutes les plateformes d'échange de cryptomonnaies enregistrées. Cette inspection d'urgence fait suite au piratage important d'une plateforme opérée par Tech Bureau, basée à Osaka. Des officiels de l'Agence des services financiers vérifient seize plateformes enregistrées et trois autres qui sont en cours d'enregistrement. Les officiels étudient la façon dont les avoirs des clients sont conservés et les mesures de sécurité mises en place. Les officiels ont aussi commencé une inspection dans les locaux de Tech Bureau. L'agence indique qu'elle envisage des pénalités si elle trouve la moindre infraction. Tech Bureau explique que sa plateforme d'échange de cryptomonnaies *Zaif* avait perdu la semaine dernière environ soixante millions de dollars en monnaie virtuelle, notamment des Bitcoins, dans ce qui semblait être un piratage.

(Radio Japon international, le 21-09-2018)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement

148 rue de l'Université – 75007 Paris

Tel.: 01 78 42 26 67